



Une grève pour des conditions de travail décentes à Sciences Po Grenoble !

Ce mercredi 12 mars, le personnel mobilisé de l'IEP de Grenoble, soutenu par les organisations syndicales CGT Université de Grenoble et Sud éducation 38, appelait à une journée de grève au sein de l'établissement. Cet appel à la grève fait suite à de nombreuses alertes formulées par les agents. Cette grève intervient aussi un mois après la remise d'un rapport de l'Inspection santé et sécurité au travail du ministère de l'Enseignement supérieur, établissant le constat d'un surcroît considérable de risques sociaux organisationnels au sein de l'IEP. L'action des personnels portait sur trois principales revendications : l'arrêt de pratiques managériales qui contribuent à la dégradation des conditions de travail depuis septembre 2021 ; le maintien des agents de nettoyage comme personnels de l'établissement, alors que la direction souhaite précariser ces salariés par l'externalisation du service ; la levée des sanctions prononcées contre des étudiants pour de simples prises de paroles.

Dans un établissement qui n'a pas connu de mouvement de grève sur des revendications internes au XXI^e siècle, la mobilisation est un succès pour les personnels en lutte et leurs syndicats. La journée a rassemblé plus de 15% de grévistes au sein de l'établissement. Il s'agit d'un immense succès, au vu de la peur des représailles dont font état de trop nombreux agents. A 12h30, lors du rassemblement de soutien, plus d'une quarantaine d'agents de l'IEP étaient présents, soit plus de la moitié des agents présents sur le site le mardi. Ils et elles ont été soutenus par une cinquantaine d'étudiants, ainsi que plusieurs délégations venues de l'université de Grenoble. Les représentant.es du personnel des IEP de Lille, Lyon et Rennes, ont apporté leur soutien aux revendications.

A 15h, les représentants de la CGT Université de Grenoble et Sud éducation 38 ont été reçus par la direction. L'intersyndicale a rappelé les revendications formulées dans le préavis de grève, et proposé à la direction d'ouvrir une sortie de crise, en répondant à deux revendications préalables simples, avant d'entamer des discussions de fond sur le projet d'externalisation : lever la dernière sanction contre un étudiant auquel est reprochée une prise de parole ; mettre en œuvre les préconisations de l'Inspection santé et sécurité au travail du ministère de l'Enseignement supérieur. Non seulement ces demandes ont été refusées, mais la direction n'a formulé aucune proposition. Elle a refusé d'évoquer la possibilité d'un moratoire sur le projet d'externalisation. Cette posture témoigne, une nouvelle fois, d'un mépris à l'égard des agents et d'un refus d'établir un dialogue social constructif. L'attitude contraste brutalement avec la gravité de la souffrance au travail décrite par les agents : alors que le sujet exige une attention réelle et sincère, nous avons eu le sentiment de ne pas être pris au sérieux. Dans ce contexte et dans l'attente de propositions précises, l'intersyndicale a fait le choix de quitter la salle.

La CGT Université de Grenoble et Sud éducation 38 :

- Appellent la direction de l'IEP à sortir du déni de la souffrance au travail au sein de l'établissement, et à formuler des propositions sur les revendications avancées par l'intersyndicale, en particulier sur l'arrêt du projet d'externalisation du nettoyage ;
- Appellent les élus locaux à se positionner sur cette mobilisation ;
- Déposent un nouveau préavis de grève, et appelleront le personnel de l'IEP et l'ensemble des organisations syndicales à se rassembler prochainement pour décider des suites de la mobilisation.